Le Brésil dans la crise mondiale et la judiciarisation de sa politique

dimanche 2 septembre 2018, par Otavio ROCHA

La planète vit maintenant l'approfondissement de la crise mondiale et le Brésil, qui est connu aussi pour être « le pays du football », est dans l'une des plus profondes crises de son histoire. Parmi d'autres « drogues » et « religions », et comme l'a montré la Coupe du Monde de 2018, le football s'est transformé pour les capitalistes brésiliens associés à ceux de toute la planète en une industrie de divertissement (et d'aliénation) de masse très lucrative. Le football, comme tous les sports de masse et toutes les diverses religions évangéliques, est devenu un excellent champ de la reproduction élargie du capital financier de l'oligarchie transnationale. Mais si les profits de ces secteurs augmentent, paradoxalement la crise du capitalisme est toutefois le résultat du gigantesque volume du capital accumulé au cours des cinq siècles de la formation et du développement du processus de constitution du capitalisme mondial, qui ne trouve pas – ou de moins en moins, de branches productives (industrielles ou agricoles) capables de se procurer sans cesse des marchés pour leurs produits, y compris pour le capital argent qui trouve chaque fois moins de liquidité réelle. Par conséquent, dans ces conditions il est impossible d'alimenter sans cesse une reproduction élargie des valeurs et des profits. L'absence de profit, ou sa décroissance, est mortifère pour le capital. L'obsession des branches diverses de cette oligarchie pour plus de profits ne fait pas la « fine bouche » pour se mêler aux secteurs « illégaux » divers de la reproduction élargie de son capital. Cela, c'est bien le cas du trafic d'armes, des drogues dures chimiques comme la cocaïne ou comme le crack, mais c'est aussi le cas de la prostitution, du trafic des organes et de la dissémination de l'esclavage dans le monde comme forme pour cette fraction dominante du capital de réussir à ajouter du profit grandissant aux tentacules de sa chaîne mondiale. Si la bureaucratie administrative de l'État ou du capital privé, si la bureaucratie militaire, ainsi que celle de l'appareil juridique et politique (de la société et de l'État) a eu un rôle important pour le développement du capitalisme dans le monde, sous la base du dictât du néolibéralisme les bureaucraties politiques et juridiques ont pris une dimension exacerbée dans le capitalisme ultime que subit la population planétaire. Pour les entrepreneurs et leurs bureaucrates, le mot d'ordre est d'attaquer tous les secteurs sociaux et économiques, y compris ceux qui traditionnellement étaient exploités par l'État, comme c'est bien le cas de la sécurité sociale (donc les retraites), l'éducation nationale, les transports publics, l'eau, l'électricité, la construction publique, mais aussi les loisirs et la religion. Jamais le leitmotiv du capital n'a été si impératif : sous le capitalisme tout, y compris la mort, doit se transformer en profit. C'est bien à partir de ce phénomène réel, de ce caractère destructif de la reproduction élargie du capital dans le monde, qu'il faut voir – dans ce que des économistes, des politiciens, mais aussi des juristes et des communicants désignent comme étant de la croissance, du développement et du progrès - de l'idéologie et de l'aliénation, aussi bien destructives que dominantes, trait majeur de l'époque que nous vivons.

Le profit est le but du capital, son essence, sans laquelle il est condamné à mourir. Les investissements dans la bourse à New York, Londres, Paris, Tokyo, cherchent des résultats immédiats qui puissent amoindrir les longs et incertains cycles de la reproduction du capital, industriels ou agricoles, directement productifs. Les investissements dans la spéculation sont réalisés par un capital qui réussit seulement à « s'enrichir » mais, non plus comme capital réel, porteur d'une plus-value réelle, mais à travers des titres et des hypothèques qui devraient se réaliser

ultérieurement une fois leurs liquidités trouvées. Si on ajoute la spéculation sur les investissements destructifs (production et vente des armes, de drogues, la prostitution, le trafic d'organes, le sport de masse, etc.) il serait plus ou moins facile de comprendre que la reproduction dominante du capital se fait aujourd'hui en produisant des destructions massives matérielles, naturelles et humaines. L'humanité et la nature font face à une contradiction insurmontable. Pour l'humanité, pouvoir survivre aujourd'hui signifie être capable de faire face à la destruction de la nature et faire face aussi aux 7 milliards d'humains qui ne cessent de croître et dans une planète dont les ressources montreront leurs limites radicales au cours des prochains 50 ans.

Voilà pourquoi depuis 2007/2008 le mot crise ne sort pas des journaux du monde, ni des bouches des gens plus simples. Probablement, ce mot n'a jamais été autant prononcé au Brésil sinon dans les deux dernières années, y compris par les citoyens ordinaires. Bien sûr, il y a des pays dans lesquels les populations vivent des situations encore plus critiques que celle des brésiliens. Il suffit d'écouter les nouvelles de la Syrie et celles des pays qui ont créé une population « inutile » ou « excédentaire » qui prend tous les risques depuis des années, en utilisant des bateaux de passeurs mafieux, pour aller en Europe, parce qu'ils pensent que le pire ne peut plus arriver. Il y a quelques années, le peuple libanais avait connu les horreurs de la guerre et le pays a été complètement détruit, en particulier sa capitale Beyrouth. Même chose pour les iraniens, les iraquiens, les serbes et les croates. Quelle est la responsabilité de ces populations, du citoyen commun par rapport aux promoteurs de guerres ? Combien de misère, combien de manipulation dans les journaux, sur ces pays de culture si riche et les plus prospères de leur région ! Qu'en est-il du peuple palestinien ? De nombreux historiens soulignent que le peuple juif et le peuple palestinien sont un seul et même peuple ! Alors, nous pourrions demander si vraiment le peuple israélien, ainsi que peuple palestinien ont un quelconque intérêt dans le conflit qui les oppose.

Si nous prenons l'exemple de ce qui se passe dans les pays d'Afrique noire la situation n'est pas meilleure. Un des cas le plus emblématiques est bien celui du Congo ! Certains croient qu'il se passe une « évolution » dans ces pays africains, et que, comme dans le cas du Congo, s'effectue une accumulation primitive du capital, comme s'il était possible pour eux de revenir au XVe, au XVIe, au XVIIe et au début de l'industrialisation et de la révolution industrielle. Mais la misère qui se reproduit au Congo diffère de celle de l'Angleterre en 1750, car, dans ce dernier cas, le capitalisme a produit, de certains points de vue et de manière contradictoire, des progrès pour la population active, au moins en ce qui concerne le statut juridique dans l'élaboration du contrat de travail qui libère le travailleur du servage féodal. Au Congo, par exemple, ce qui se passe aujourd'hui, c'est une exploitation sans aucun progrès possible pour ses habitants. Les chiffres qui proviennent de l'immense richesse du pays (qui à lui seul serait en mesure de tenir un PIB supérieur à l'Union Européenne et aux États-Unis, selon certains observateurs), ne l'empêchent pas d'avoir touché le niveau 3 d'alarme établit par l'ONU, qui est équivalent à celui de la Syrie aujourd'hui. Les populations autochtones ne se sont pas non plus directement appropriées les richesses de ce pays. Seules les « castes » locales associées aux « castes » du grand capital financier international en profitent. La population locale vit la barbarie au milieu d'une énorme richesse sans progrès possible, même si elle peut avoir des téléphones cellulaires modernes, qui sont produits en Chine avec les matières premières du pays. Bien sûr, ces portables rendent possible une « contre communication » rapide avec le monde entier, mais ils sont aussi souvent les outils d'un « autisme social » de la population des grandes capitales du monde qui ne lit plus de romans, de livres ou de journaux, pendant qu'elle va au travail en métro ou par d'autres moyens de transports de masse. Il est vrai qu'ils servent à diffuser des informations

Occultées par les grands journaux télévisés ou imprimés, ou les médias du monde entier. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas rester sans considérer les aspects contradictoires de cette réalité générale, d'autant plus que la catégorie de la contradiction, avant d'être fondamentale dans

les systèmes philosophiques, occupe de manière dominante le coeur de la modernité ultime.

Il est pour qui, le paradis brésilien ?

Face à la réalité syrienne et congolaise et encore celle de bien d'autres pays, le Brésil reste un paradis. Mais le « pays du carnaval » et « du football » dévient le pays du « surréalisme politique », pas seulement par le rôle politique qu'a pris le système juridique du pays, mais par le caractère virtuelle qui a pris les prochaines élections qui sont aussi des élections présidentielles. D'abord c'est sans équivoque qu'elles ont pris un caractère plébiscitaire et une grande majorité des votes voudrons exprimer un refus politique de l'immondice qui assaillit tous les trois pouvoirs (législative, exécutive et judiciaire) sans exception. Il faut remarquer que le judiciaire c'est bien celui qui a pris le caractère de caste privilégiée d'une manière plus accentué que les autres et celui qui garde l'héritage coloniale d'une manière plus évidente, par sa mentalité et par les privilèges accumulés pendant les quatre siècles de la colonisation et de l'Empire, et pendant tous les années de la République et du XXI è siècle. Pourtant, si nous prendrons en considération les élections en cours de route, elles nous semblent encore surréalistes aussi bien par une raison centrale : la principale figure politique du pays, celle qui est la plus connu au niveau brésilien et international, cette personnalité est emprisonné. Son nom est dans tous les débats et le plus prononcé par la population, son image est par tout dans les pays, dans les journaux et dans les réseaux sociaux, sans participer ni directement, ni indirectement, des débats publics les sondages des intentions de vote lui donne plus de 40% des choix, pendant que le deuxième placé (le candidat de l'extrême droite, Jair Bolsonaro) reste à 18%, mais par la décision du Tribunal Supérieur Électoral Lula est empêché de concourir aux élections présidentielles. Cette décision à été basé sur la loi de la « ficha limpa » (feuille propre) qui ils ont interpréter comme interdisant des candidats aient été condamné en deuxième instance de pouvoir concourir, même devant l'argument du avocat de défense de Lula, Luis Fernando Casagrande, de que dans les dernières élections d'innombrables candidats aux postes les plus variés et qui éteint condamnés en deuxième instance ont pu concourir aux élections.

En fait, personne ne peut nier qu'au cours des deux dernières années, le pays – qui avait plus de six millions d'indiens, plutôt des autochtones, population précolombienne ou pré-cabralienne1 et qui a fait venir d'Afrique 10 millions d'êtres humains en tant qu'esclaves qu'il a partagés avec les USA -, ne fait que voir s'aggraver une crise dont l'apparence est exclusivement brésilienne. Certains médias pensent déjà que le mandat de Michel Temer (ancien vice-président de Dilma Rousseff qui a été à la pointe du coup d'état juridico-politique dont a été victime) ne pourra pas aller à son terme. Toutefois la crise brésilienne est plus globale que ce qui est dit dans les journaux télévisés. Elle est provoquée par l'action du grand capital financier mondialisé dans sa recherche du profit et a donc impliqué des capitaux chinois, russes, coréens, syriens, congolais, brésiliens, japonais, américains et européens. Mais la crise s'accentue de manière inégale dans les différentes régions de la planète. Pourtant, depuis longtemps il est impossible de considérer un « dedans » et un « dehors » du « capitalisme régional » : en vérité, il n'y a jamais eu de capitalisme national. Cela ne signifie pas qu'au niveau de l'appareil des états « régionaux », la concurrence et les pressions armées – même en des temps plus « pacifiques » – ne se produisent pas seulement et de manière égale à travers les industries d'armements et à travers des guerres régionales. En ces termes, espérer que la Corée du Nord ne fasse pas plus d'essais nucléaires, ne peut pas donner l'illusion que le pronostic de « fin de l'histoire » réalisé par un capitalisme sans conflit s'est réalisé. Une telle utopie libérale est en permanence contredite par les politiques néolibérales dans le monde. Ces politiques pronostiquent qu'on peut aller de l'avant dans la croyance absolue que les jeux libres du marché et la politique de l'État minimum qui ouvrent le chemin partout aux capitaux du monde entier, réussiront à régler toutes les difficultés et contradictions du capitalisme, par conséquent, la crise en cours.

Quelqu'un a dit que les êtres humains croient à ce qu'ils veulent, voient ce qu'ils veulent, entendent ce qu'ils veulent et comme ils veulent. Cela s'applique d'une manière encore plus correcte pour qui

veut nier la dimension transnationale de la crise brésilienne. Pourtant, elle a sûrement la dimension temporelle et spatiale d'une crise beaucoup plus importante dont le fondement est la reproduction du capital dans un capitalisme devenu mondialisé et dans lequel la production directe (agricole et industrielle) est complètement subordonnée au capital fictif. Néanmoins, Il n'y a pas d'immanence et d'automatisme absolu dans ce processus qui est, non pas l'œuvre des robots Big Brothers, mais le résultat de l'action d'hommes nommés, avec une identité civile et des responsabilités légales.

Par conséquent, il ne fait aucun doute que devant l'actuel Président de la République du Brésil, les actions des gouvernements précédents auraient pu réduire davantage l'impact de la crise actuelle. C'est-à-dire que la responsabilité relative de chaque gouvernement a une marge de manoeuvre limitée et selon options choisies, les résultats pourront être plus ou moins grave. De cette manière, même si l'analyste fait opposition a un certain gouvernement, il faut qu'il tienne en compte que du point de vue scientifique et méthodologique il serait complètement incorrecte avoir comme préalable de responsabiliser par principe - et de manière absolue, n'importe quel gouvernement pour toutes les conséquences des crises qu'il est obligé d'affronter. Ceci dit, en ce qui concerne la crise brésilienne actuelle, il est possible de ne pas voir que les mesures « anti-sociales » et anti-démocratiques » que Michel Temer a prises n'ont fait qu'approfondir la crise brésilienne. En agissant comme un « gérant » des intérêts du grand capital, surtout financier, l'impact de la crise internationale, que le gouvernement précédent avait réussi à amoindrir, a rebondi avec une force majeure et a fini par mettre le gouvernement Temer en contradiction avec ceux qu'il voulait servir. Plusieurs secteurs du grand capital n'ont pas réussi à être épargnés, même si les six familles les plus riches du pays gagnent plus que 104 millions de brésiliens réunis.

La croissance du PIB brésilien à 2,2% en 2017 est à l'équivalent de la récupération de l'année 1998 (de la postérieure à la récession déclenchée par la crise asiatique) russo-brésilienne), qui a provoqué le retour économique au premier trimestre de 2018. La récupération industrielle de 2,5% (selon les statistiques officielles) a été presque insignifiante devant la perte de 16,7% accumulée depuis 2014, décroissance commencé encore sous le gouvernement de Dilma Rousseff qui avait commencé a sentir les effets de la récession mondiale. Si les investissements étaient de 20% en 2010 (pendant le gouvernement du Parti des Travailleurs), il n'y a pas plus de 15% de réduction, pendant que le public est passé de 4,5% à quelque chose autour de 1%. Alors, il est possible de soutenir l'hypothèse que la crise du secteur productif (agricole et industriel), encore plus la tendance au comportement spéculatif et « parasitaire » du capital financier et de sa quête pour le transfert des fonds à ses coffres-forts privés.

L'État, ses entreprises et le phénomène des privatisations

Dans sa recherche des formes pour contrer sa crise de lucrativité, le capital financier (brésilien et étranger) et l'ensemble des divers secteurs (agricole, industriel, commercial, bancaire) du capital qui compose cette fraction dominante, a trouvé dans les mécanismes de la privatisation des entreprises étatiques brésiliennes un vivier très riche et important. Il s'agit du processus consistant à vendre des sociétés publiques ou à transférer le contrôle des sociétés par actions à des investisseurs et à des sociétés privées nationales ou multinationales. Cette forme de reproduction du capital est totalement cohérente avec la diffusion et l'affirmation du néolibéralisme dans le monde et la transformation du marché et de l'idée de l'État minimum dans le noyau dur de son idéologie depuis les années 1990.

Le rôle, jusqu'alors prépondérant, réservé à l'Etat a été dominant dans l'activité économique au Brésil, depuis Getúlio Vargas (1930-1954), lorsque la politique de substitution aux importations a été mise en œuvre. Selon sa conception, les grandes entreprises présentant un intérêt stratégique pour le développement du pays devraient être placées sous le contrôle de l'État. C'est ainsi qu'a été fondée la Companhia Siderúrgica Nacional (1940), la Companhia Vale do Rio Doce (1942) et la

Companhia Hidroelétrica do São Francisco (1945).

Dans sa recherche des formes pour contrer sa crise de lucrativité, le capital financier (brésilien et étranger) et l'ensemble des divers secteurs (agricole, industriel, commercial, bancaire) du capital qui compose cette fraction dominante, a trouvé dans les mécanismes de la privatisation des entreprises étatiques brésiliennes un vivier très riche et important. Il s'agit du processus consistant à vendre des sociétés publiques ou à transférer le contrôle des sociétés par actions à des investisseurs et à des sociétés privées nationales ou multinationales. Cette forme de reproduction du capital est totalement cohérente avec la diffusion et l'affirmation du néolibéralisme dans le monde et la transformation du marché et de l'idée de l'État minimum dans le noyau dur de son idéologie depuis les années 1990.

Le rôle, jusqu'alors prépondérant, réservé à l'Etat a été dominant dans l'activité économique au Brésil, depuis Getúlio Vargas (1930-1954), lorsque la politique de substitution aux importations a été mise en œuvre. Selon sa conception, les grandes entreprises présentant un intérêt stratégique pour le développement du pays devraient être placées sous le contrôle de l'État. C'est ainsi qu'a été fondée la Companhia Siderúrgica Nacional (1940), la Companhia Vale do Rio Doce (1942) et la Companhia Hidroelétrica do São Francisco (1945). Dans son deuxième gouvernement (1951-1954), la Petrobras (Petróleo Brasileiro S / A 1953) a été fondée en même temps que la Banque du Brésil et la Caixa Econômica Federal ; ils deviennent les établissements de crédit officiels et ont travaillé aux côtés de quelques autres institutions financières, la plupart aux mains de capitaux étrangers, à l'exception des petites institutions de portée régionale. Getúlio a encore conçu et fondé, en 1952, une banque de développement dans les modèles US Eximbank aujourd'hui sous le nom de la Banque Nationale pour le Développement Économique et Social - BNDES, avec un capital entièrement souscrit par l'État brésilien2.

Mais la Petrobras, fondée en octobre 1953, devienne une emblème du national populisme varguiste. Elle est devenue l'entreprise grande famille. Ce n'est pas seulement la plus grande entreprise brésilienne. Il occupe une position stratégique pour le Brésil. Politiquement et moralement pour les brésiliens elle a occupé une place fondamentale. Il suffit de rappeler la campagne qui a précédé sa fondation dans les années 1940, sous le slogan LE PETROLE EST NÔTRE. Sans compter que son action sur l'économie produit des effets positifs a dépendre de la politique appliquée par ses dirigeants. Par conséquent, depuis sa fondation, avant même la « campagne pétrolière » des années 1940, il y a toujours eu des personnes et des forces politiques brésiliennes que le Brésil qui soutenaient que le Brésil ne pouvait pas construire une entreprise comme la Petrobras. Et cela est vrai aussi pour la la campagne du grand capital international.

Toutefois, le national populisme varguiste comme modèle économique et politique à être remis en cause dès les années 1964. A cette époque, les gouvernements militaires ont développé un processus d'industrialisation qui multiplie l'association avec les capitaux multinationaux sous la base du modèle tripartite de sociétés anonymes où l'État brésilien assure le gros des investissements en infrastructures sous prétexte de stimuler les entreprises nationales et groupes internationaux dans leurs investissements. Dans ce cadre, le rôle joué par la Petrobras dans la constitution de l'industrie pétrochimique brésilienne - ainsi que son rapport avec le capital financier brésilien - nous aident à comprendre le mouvement d'alignement du capital financier et ses oligarchies ainsi que la crise vécue au Brésil aujourd'hui. La Petrobras est pourtant à l'origine d'une de ses plus importantes filiales, la Petroquisa, fondée en 1967 dans le but d'articuler le secteur public et le privé à partir d'un modèle tripartite, composé par ces trois agents cités.Les gouvernements des militaires ont aggravé la dette extérieure du pays dans le but d'alimenter le développement de la participation de l'État brésilien dans cette croissance industrielle. C'est bien en ce moment que la Petroquisa est devenue actionnaire de trente-six sociétés, représentant toutes ensembles plus de 70% de la production pétrochimique brésilienne jusqu'au début des années 1990.

Néanmoins, à partir du premier gouvernement civil présidé par José Sarney déjà, en 1986, commence à prendre corps l'application de la politique de privatisation des entreprises de l'État, chose qui s'amplifie pendant le Gouvernement de Fernando Collor et encore plus dans celui de Fernando Henrique Cardoso. Avec le Plan national de privatisation (PND), la Petroquisa a réduit sa participation à neuf sociétés. Dès 1992, mais surtout à partir de 1995 et pendant le Gouvernement de FHC, il y a eu une forte vente des actions du secteur pétrochimique menant à la privatisation de vingt-sept entreprises. Tout cela au milieux de plusieurs scandales qui n'ont pas subit d'investigations jusqu'au bout, ni donné lieu à des poursuites judiciaires jusqu'aujourd'hui. La Petroquisa et par là, l'entreprise mère la Petrobras, a réduit sa participation à neuf sociétés.En 2001 à la suite de ces négociations, le groupe Odebrecht rentre dans ce secteur économique en achetant les actifs de la Copene Petroquímica do Nordeste S.A. et l'année suivante, en 2002, la Braskem a été créée. La Petrobras et la Petroquisa deviennent partenaires minoritaires. À la suite de la fusion des actions de plusieurs entreprises privées, la Braskem est devenue la détentrice, directe et indirecte de 99,17% du capital de vote de Copesul et de 100% du capital de vote de IPQ, IQ et la Petroquímica Paulínia, étant contrôlées conjointement avec la Petroquisa. Voici bien un exemple de la façon dont un capital développé dans la construction devient grand capital financier brésilien en utilisant l'aide du capital étatique brésilien. La Braskem poursuit sa course et incorpore d'autres entreprises qui agissait cette branche économique, la Petrobras restant avec une participation minoritaire aidant ainsi la Braskem à rester une entreprise privée et à développer sa capacité concurrentielle à l'échelle mondiale. En janvier 2012, la fusion complète de la Petrobras et de la Petroquisa a été approuvée, avec le transfert de la totalité des capitaux propres de la filiale à la société mère, sans augmentation de son capital social. Le 18 juillet 2017, la Petrobras a annoncé avoir entamé des négociations avec la Odebrecht S/A afin de promouvoir la révision des termes et conditions du pacte d'actionnaires de la Braskem S/A, célébré le 8 février 2010. La Odebrecht détient 50,1% de son capital avec droit de vote et la Petrobras détient 47%.Selon la société d'État, cette étude vise à améliorer la gouvernance de la Braskem et les relations entre les actionnaires, en vue de créer de la valeur pour tous. Le 30 Avril 2018, la Petrobras a annoncé qu'elle a complété la transaction de vente de 100% des actions détenues dans la Société Pétrochimique de Pernambuco et de son industrie textile intégrée à cette Société pour Petrotemex Group SA CV et pour Dak Americas Exterior, SL, filiales d'Alpek, SAB de C.V. ("Alpek"). L'opération a été conclue avec la réception par la Petrobras, à cette date, de 1.523.000.000 reais (435 millions de dollars). À partir de ce moment la participation de la Petrobras dans la Braskem est devenue la cible d'intérêt des entreprises et des fonds d'investissement. Selon BTG Pactual, 47% de la participation de la compagnie pétrolière dans la Braskem représente 2,5 milliards de dollars. La Braskem contrôle 100% des produits de première génération et 70% des produits de deuxième génération. Le 15 Juin 2018, la Petrobras a toutefois annoncé avoir reçu une lettre de la Odebrecht S/A, l'actionnaire majoritaire de la Braskem S/A, qui mentionne avoir entamé des négociations avec LyondellBasell pour une transaction concernant le transfert de toute la partie détenue par la Odebrecht dans le capital de la Braskem3.

Une multinationale américaine dont un siège social se trouve à Houston, Texas et un autre siège social à Rotterdam, la LyondellBasell est une entreprise spécialisée dans la pétrochimie. Parmi ses filiales, il y a la Houston Refining, la Equistar Chemicals LP, Dow Chemical, INEOS, SABIC, BASF, EXXONMOBIL et d'autres encore. Avec un revenu de 29,18 milliards USD (2016), la LyondellBasell a été fondée en 2007, lorsque la société néerlandaise Basell a acheté Lyondell Chemical pour 12,7 milliards de dollars. Deux ans plus tard, au milieu d'une dette de plus de 20 milliards de dollars, la nouvelle société (la LyondellBasell) a demandé une aide pour cause de faillite. Or, un an plus tard, elle a rééquilibré ses comptes en vendant des actions à la bourse de New York, chose alors devenue publique4. Voici encore un comportement qu'adopte le mouvement du capital financier à ce stade du capitalisme mondial. C'est une société transnationale qui a des investissements dans des secteurs les plus divers, comme par exemple celui de l'immobilier. Évaluée à 42 milliards de dollars, la hollandaise a clôturé 2017 avec un chiffre d'affaires de 34 milliards de dollars. Elle a investi pour

augmenter la capacité de ses 55 unités de production qui comprennent onze joint-ventures dans des pays de tous les continents. Avec une performance majeure en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, la société a une présence timide dans l'Amérique du Sud, avec une seule usine à Pindamonhangaba, São Paulo. Mais la préoccupation de ses dirigeants n'est pas seulement par rapport à un marché à gagner, le brésilien et celui de l'Amérique du Sud. Ils prennent en compte le capital déjà accumulé par l'action des entreprises brésiliennes et les conditions très favorables de son « transfert » pour leurs coffres.

Dans la conjoncture actuelle, les procès juridique subie par la Odebrecht lui a fait supporter une dette de 90 milliards de reais (plus au moins 22.500.000.000,00 d'euros), elle qui était une « alliée économique stratégique des gouvernements de Lula et de Dilma » et qui était actionnaire majoritaire de la Braskem, entreprise qui contrôlait une bonne partie (sinon la majeure partie) de la production pétrochimique brésilienne. La Odebrecht se voit ainsi obligée de vendre la Braskem a contre-coeur. En mars, Odebrecht a conclu un accord avec les deux principales banques privées brésiliennes, Banco Bradesco et Itaú Unibanco Holding, pour un prêt de 2,6 milliards de reais (597 millions d'euros) afin de rembourser des détenteurs d'obligations, ainsi que sa dette à court terme. Le groupe de BTP avait alors placé sa participation de 38,3% dans Braskem comme garantie, celle-ci pouvant être cédée par les banques en cas de défaut de remboursement d'ici mai 2020. Odebrecht devra avoir l'autorisation des banques créancières en cas d'accord avec LyondellBasell, rapportent les sources. Toujours sous l'effet de l'opération Lava Jato, Odebrecht serait prête à négocier le contrôle de la pétrochimie, son atout le plus précieux, avec la société néerlandaise LyondellBasell. Sous la pression des restrictions sur le crédit et d'une dette de plus de 90 milliards de reais, le groupe Odebrecht a lancé un plan de désinvestissement il y a un peu plus de deux ans, avec l'objectif de lever 12 milliards de dollars. Le conglomérat s'est départi d'opérations telles que Odebrecht Ambiental, rachetée en 2017 par le fonds canadien Brookfield pour 2,9 milliards de dollars. D'autres entreprises ont été mises en vente en précisant que leur avenir passe par une réduction considérable de leur taille.Avec l'acquisition de la Branskem, la LyondellBasell prendrait la première place de la production globale de polypropylène. La société chinoise Sinopec est actuellement en tête de ce classement avec une capacité annuelle de 6,1 millions de tonnes. LyondellBasell et Braskem occupent respectivement les deuxième et troisième places, avec 5,3 millions et 4 millions5.Cependant, dans la pratique, la Braskem cesse d'être une entreprise brésilienne et se dilue au sein d'une multinationale. Le groupe Odebrecht a toujours fait savoir qu'il n'accepterait pas d'être un simple gestionnaire de portefeuille, mais il semble que cela va être la seule alternative laissée à l'entreprise. En ce qui concerne la Petrobras, sa direction évalue toutefois un éventuel changement de position par rapport à son plan d'activité et de gestion, ses dirigeantsprévoyant la sortie complète du secteur pétrochimique. Avec la vente de la participation du groupe Odebrecht dans la Braskem, il est certain que cette société stratégique sera contrôlée par une société étrangère. Cette dénationalisation du contrôle de la Braskempeut avoir de graves conséquences pour le pays6. Sa souveraineté politique et économique sera amoindri. Bien qu'un soi-disant idéal nationaliste soit le leitmotiv des dirigeants de la Odebrecht, le contrôle par des capitaux étrangers du secteur qui exploite aussi bien les matières brutes et premières, aura des conséquences inévitables sur le coût et le niveau de la vie au Brésil. En effet, si les matières premières utilisées par d'autres entreprises brésiliennes dans la production des moyens de productions, par exemple, ou dans celle des biens de consommation sont achetées en dollar ou en euro au prix du marché « extérieur », les conséquences sont très graves pour la population brésilienne.

La Petrobras et sa place particulière dans la crise brésilienne

Alors, il est possible d'affirmer qu'un des objectifs majeurs du Coup d'État de 2016 – le contrôle de la production du pétrole brésilien -, est à la fois économique et politique. La partie de la dette que la

Odebrecht a accumulé doit, soi-disant, être remboursée à l'État brésilien (c'est-à-dire les coffres publics). Cela a été requis par l'Opération Lava Jato pour des pertes dues à des contrats illégaux ou illicites favorisés par les Gouvernement du PT. Cependant, nous sommes là devant un argument bien hypocrite.

La même chose se passe quand l'État brésilien sous le commandement de Michel Temer vend les actions de la Petrobras à vil prix à des actionnaires privés nationaux et étrangers. On assiste bien alors à un transfert de capitaux publics aux capitaux privés. Il n'y a pas un État national contre les capitaux privés. Jean Ziègler vient d'expliquer au journal Libération7 que en France « les oligarchies financières détiennent le pouvoir », ce qui finalement dévient une réalité mondiale sous le néolibéralisme. Le Brésil, en ce moment c'est un grand laboratoire de cette politique. La Petrobras, la majeur et la plus importante entreprise du pays, malgré le fait qu'elle a toujours été victime de la corruption et de la convoitise des secteurs divers, elle n'a jamais été proche d'une véritable faillite. Tout le contraire elle a été toujours une grande génératrice de caixa. Entre 2012 et 2017, la génération de valeur est restée stable entre 25 et 27 milliards de dollars par an. Toujours au cours de cette période, elle a maintenu des réserves de liquidités considérables, comprises entre 13,5 et 25 milliards de dollars, supérieures à celles des multinationales étrangères. La capacité à honorer les engagements à court terme a toujours été mise en évidence par le ratio de liquidité actuel de plus de 1,5. Une taxe sur les produits et services à des fins de promotion de la santé est réservée aux achats et à la vente pour un montant de 250 milliards de dollars américains, de 2009 à 2014, selon les modalités administratives et les normes de production, de production et de fonctionnement. La dette de Petrobras est proportionnelle aux réserves en développement « pré-sal » et aux investissements de plus de 250 milliards de dollars US entre 2009 et 2014, parfaitement gérable par la société en croissance, tant en production qu'en production de trésorerie opérationnelle. De la dette totale à fin 2014 (136,04 milliards de dollars), 4,5% correspondent aux investissements « improductifs » et 3,6% aux effets de la corruption. L'histoire récente du Brésil a servir de prétexte à convaincre l'opinion publique que l'État n'est pas en mesure d'exercer le droit d'être le seul opérateur du « pré-sel » et d'investir dans le développement de sa production. Bien que la croissance avant la production du pré- sel ait eu lieu en un temps record, si comparée à celle du golfe du Méxique ou de la mer du Nord et du bassin de Campos lui-même. La production de « pré-sel » représente déjà environ 55% de la production nationale. La politique du prix élevé du baril de pétrole inaugurée par Pedro Parente en 2016 qui a été nommé par Michel Temer, et sa indexation aux taux de changes a rendu un grand préjudice aussi bien à Petrobras et au consommateur brésilien. Le diesel appartenant à l'État a des prix élevés s'est échoué dans les raffineries, ce qui a entraîné une perte de parts de marché et de ventes, la chaîne d'importation multinationale et étrangère occupant jusqu'à 30% du marché brésilien à partir d'alors. Sans pouvoir disposer de la production de diesel, les raffineries de Petrobras devaient limiter la charge de pétrole et rester inactives jusqu'à 30%. Les raffineries américaines, les opérateurs logistiques étrangers et les distributeurs concurrents de Petrobras, qui exploitaient de manière rentable et à faible risque, ont importé du diesel. Comme les producteurs d'éthanol qui ont pris le cher marché de l'essence. Après la grève des chauffeurs routiers, avec des prix du carburant plus bas et des risques accrus pour les importateurs, Petrobras a repris le marché du carburant intérieur, entraînant une baisse des coûts pour la population et une rentabilité accrue pour la société. Le bénéfice d'exploitation du secteur du raffinage est passé de 3,8 milliards USD au 1T18 à 7,2 milliards USD au 2T18, soit une augmentation de plus de 90% de la rentabilité grâce à la baisse des prix des raffineries et à la reprise du marché.8

D'ailleurs la politique de privatisation entreprise par le Gouvernement Temer a été accompagnée par des politiques répressives qui viennent de plus loin, comme cela a été le cas lors du traitement reçu par le programme nucléaire brésilien. L'amiral qui commandait ce programme et qui était l'architecte du sous-marin nucléaire brésilien, a été accusé de corruption et incarcéré suite à un

procès plus au moins nébuleux. Mais ce projet, auquel participait la Odebrecht, était aussi stratégique pour le Brésil et utilisait en partie la technique d'origine allemande.

Par conséquent et si nous utilisons des sources variées, il est impossible de ne pas voir que le coup d'État de 2016 au Brésil a été structuré par des mécanismes juridico-politiques et médiatiques en vue de mettre fin à un projet géopolitique ambitieux de construction d'un autre pôle de forces économiques capable de donner « un nouvel équilibre dans la planète », projet impulsé par des pays comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud et qui était connu sous l'abréviation de BRICS. Si ce projet ambitieux allait produit les résultats escompté para les gouvernements de Lula et de Dilma, c'est difficile à dire, surtout s'il est considéré que la Chine et la Russie ont des ambitions difficiles à être contenues par un accord entre des pays soi-disant émergeants. C'est vrais aussi que le Brésil jouait un rôle leader et très important dans ce projet et que le Coup d'État de 2016 a réussi à lui porter un coup assez sévère. Il a fini par déstructurer divers secteurs économiques brésiliens dans lesquels le grand capital brésilien avait une prédominance, comme cela a été le cas des entreprises de construction, tout particulièrement la Odebrecht (mais aussi d'autres comme la OAS, Andrade Gutiérrez, etc.) qui dominait leurs concurrentes en Amérique Latine, mais qui avait des implantations importantes en Afrique, en Europe et même aux USA.

Dans le domaine agroalimentaire il ne faut pas oublier non plus que le Brésil a le plus grand cheptel de bœufs pour l'abattoir au monde, soit plus de 200 millions de bœufs et de vaches. C'est à partir de cette base économique qu'une entreprise du secteur de l'industrie agroalimentaire, la JBS, a fait fortune. Mais elle ne s'est pas arrêté là. Elle s'est mêlée à la spéculation et à la finance et a réussi à s'implanter dans le secteur du capital financier d'origine brésilienne. Elle aussi s'est retrouvée au centre de cette crise et non par hasard. Fondée et dirigée par une famille brésilienne – qui possédait rien qu'aux USA plus de 60 magasins dans lesquels elle vendait sa viande et monopolisait le marché américain -, elle a joué un rôle majeur dans l'exportation de viande en donnant la première place au Brésil. La JBS vit maintenant une situation semblable à celle de la Odebrecht.

Le secteur des banques – où siège la liquidité du capital financier toute entier -, n'était pas moins important. A elles seules, les banques Bradesco et Itaú (du capital privé) occuperaient ensemble la quatrième ou la cinquième position si elles se trouvaient sur le marché américain. Les banques privées brésiliennes constituent le secteur qui se maintient avec des profits en augmentation et qui n'a pas été touché par la Opération Lava Jato. En vérité, ils profitent bien de la situation, comme dans le cas des prêts assumés par la Odebrecht, ou en ce qui concerne la privatisation d'une partie importante de la Sécurité Sociale, de la gestion des fonds de pensions et des retraites. En revanche, la Banque du Brésil et la Caixa Econômica Federal ont une situation soi-disant problématique et d'aucuns souhaiteraient les privatiser définitivement.

En conséquence, il est possible de soutenir l'hypothèse que le pays qui avait atteint la position de sixième puissance mondiale en 2013 et dont l'objectif du Gouvernement de Dilma était d'atteindre la cinquième place avant la fin de son mandat, avait une certaine arrière garde pour jouer un rôle majeur da la construction d'une géopolitique mondiale plus équitable. Sûrement, il est possible de dire aussi que les gouvernements de Lula et de Dilma, ne cherchaient pas à vaincre néolibéralisme dominant dans l'économie mondiale. Ils ont pas chercher véritablement appuie dans les bases populaire de sustentation de leurs projets politique pour approfondir la participation sociale dans la construction de ce projets et plusieurs programmes, comme celui de la réforme agraire, ont été laissé de côté. De même des expériences comme celle du Rio Grande du Sul de « gouvernement participative » n'ont pas inspirer les deux présidents du PT. Au moment du deuxième mandat de Dilma, après avoir réprimer l'explosion sociale de juin de 2013 – considérer comme totalement manipulé par les forces contraire au Gouvernement du PT -, quand les investissements productifs commencent à décliner et l'inflation commence a montrer ses effets, aux lieu de chercher s'appuyer sur la population, ils approfondissent leurs collaborations avec le capital financier. Un des plus

importants des dirigeants de la Banque Bradesco, Joaquim Levy9, est nommé Ministre de la Finance du Gouvernement Rousseff qui commence en janvier de 2015. Toute une politique soi-disant visant le rééquilibre fiscal de l'État débute alors, comme réponse à la récession.

En conséquence, il est possible de soutenir l'hypothèse que le pays qui avait atteint la position de sixième puissance mondiale en 2013 et dont l'objectif du Gouvernement de Dilma était d'atteindre la cinquième place avant la fin de son mandat, avait une certaine arrière garde pour jouer un rôle majeur da la construction d'une géopolitique mondiale plus équitable. Sûrement, il est possible de dire aussi que les gouvernements de Lula et de Dilma, ne cherchaient pas à vaincre néolibéralisme dominant dans l'économie mondiale.

LE PRETEXTE DU DÉFICIT BUDGETAIRE ET LA PREVIDENCIA SOCIAL

Voilà qu'il faut analyser tous ces éléments de manière articulée, comme en vérité ils se présentent dans le processus réel. Michel Temer, a prétexté de lutter contre le déficit public provoqué soi-disant par la protection sociale (argument contredit par des thèses de doctorat, par les associations d'auditeurs fiscaux et de la dette publique à maintes reprises), a gelé toute augmentation des « aides sociales » pour des secteurs prioritaires comme la santé, l'éducation nationale, les logements – qui ont fait objet d'une attention tactique du gouvernement précédent – et toute politique publique pour une période de 20 ans. Si nous passons rapidement sur la réforme des lois du travail et de la retraite, il faut penser que ces réformes suivent la même logique de la vente aux enchères des entreprises étatiques (comme c'est bien le cas, le plus grave, des actions de la Petrobras et de l'exploitation de la technologie du pré-salé10 ainsi que du pétrole des eaux profondes que le Brésil ne contrôle plus), que Michel Temer a promue récemment. Le cas de la Previdência Social de l'INSS (Institut National de la Sécurité Sociale) est plus qu'emblématique.

Toutefois, « le trou » qui était attribué à la Prévoyance Sociale (et qui selon le gouvernement est le fondement majeur du déficit public de l'Etat) vient en fait, non pas du décalage entre le nombre de plus en plus grand retraités et le nombre de jeunes travailleurs qui commencent à travailler et à contribuer pour la Prévoyance, mais du non-paiement de la part du patronat qui trouve en cela un mécanisme de transfert de ressources publiques pour les fonds privés. Les fractions du capital qui se fondent dans le capital financier, et donc les banques, voient ici un vivier inépuisable. Pour combler ce soi- disant vide, selon le gouvernement, les retraités devraient continuer à payer après leur retraite et les départs devraient se faire à 75 ans.

Pourtant, de nombreux retraités continuent à perdre une partie des ressources qui leur sont destinées, prélevées par l'administration de la Previdência Social. La vraie explication se trouve dans le fait que la plupart des secteurs du grand capital privé au Brésil (mais pas seulement ceux d'origine brésilienne) fait du non-paiement des obligations constitutionnelles du fond de Previdência Social une pratique fondamentale, amnistiée régulièrement par l'État avec comme excuse le besoin de maintenir la santé économique de ses entreprises et sauver soi-disant les familles des travailleurs. Le Bradesco, la Vale do Rio Dôce, la JBS, la Samarco et de nombreuses autres entreprises privées ont déjà rapporté à l'Institut National de Sécurité Sociale plus de 1 milliard de reais, valeurs comptabilisées au début de 2017 . Parmi les plus gros débiteurs de l'INSS, on compte JBS (2e) mais aussi la deuxième banque privée brésilienne, la Bradesco (22e). La mairie de São Paulo doit à l'INSS des montants élevés qui la classent en 16ème place, ainsi que la Caisse d'Épargne Fédérale qui prend la 19ème place. La Volkswagen atteint la 44e place. Apparaissent également sur la même liste des entreprises étatiques liées aux administrations comme par exemple la Poste qui prend la 32ème place. L'État de Rio de Janeiro occupe la 35ème place dans le cadre des dettes à l'État Fédéral11.

Cependant, toute la polémique vécue par le peuple brésilien n'est pas du tout expliquée

sérieusement par les grands moyens de diffusion/manipulation, comme le Réseau Globo de Télévision qui lui-même est un phénomène à part (il s'agit de la deuxième plus grande chaîne de télévision au monde), car ils ont été un facteur décisif de l'impeachment et du coup d'État. Le nœud du problème réside dans le fait que le capital financier originaire des capitaux privés « nationaux », mais aussi des capitaux d'origines « étrangères » veulent tout simplement le transfert massif de l'énorme volume de ressources en argent accumulé par le secteur de l'État pour s'ajouter à la masse du capital fictif en leurs mains dans le seul but de produire encore plus de profit ou de combler leurs déficits comptables. Voici encore un mécanisme développé à fond par le capitalisme néolibéral aussi bien au Brésil qu'ailleurs.

Pourquoi, alors, les gouvernements veulent-ils faire croire aux citoyens salariés - dont les contributions à la sécurité sociale sont déduites chaque mois de leurs rémunérations mensuelles -, qu'ils sont responsables du déficit public global ? Est-ce que les dirigeants et les sphères administratives du pays pensent qu'il est possible que les gens simples ne soient pas au courant que le rendement recueilli par la caisse de retraite est utilisé par le capital financier dans leur recherche de plus de profit ? Les « petites gens » peuvent ne pas savoir comment expliquer, mais ils le sentent dans leur chair, à chaque jour, avec l'inflation toujours manipulée par les instances responsables des statistiques.

Aujourd'hui, si le nombre de chômeurs a dépassé les 14 millions (chiffre officiel qui cache sans doute les millions de brésiliens obligés de vivre de « petits services » ici et là ou dans ce qu'au gouvernement et dans les médias ils appellent pudiquement l'économie informelle) et si dans une population de 200 millions, 66 millions se trouvent en marge de l'économie, la crise politique est apparue comme le prolongement direct des mesures prises par Temer. Les statistiques montrent l'augmentation des emplois temporaires (soit 33,7 millions de travailleurs dans la précarité contre 32,9 millions qui ont un contrat de travail régulier), ce qui laisse supposer que la masse des emplois détruite ne sera pas recrée par le modèle de Temer. En plus de cela, le président sera obligé de faire face aux conséquences de la concentration du revenu. Il y a, par conséquent, un grand nombre de personnes qui ne trouveront jamais d'emploi et d'autres qui tout simplement abandonnent la recherche d'un emploi stable, sans parler d'une large couche de jeunes qui n'auront jamais un travail régulier, ce qui, d'ailleurs, constitue un phénomène mondial.

Le Brésil et les réalignements des oligarchies financières internationales

Tout au long de ces deux dernières années, diverses couches et catégories sociales n'ont pas arrêté de protester contre le coup d'état et contre les mesures prises par le gouvernement de Michel Temer. Le plus grave est que le pays semble entrer dans la conjoncture électorale pour la présidence de la république sans qu'aucune des promesses du gouvernement Temer ne soit concrétisées. La soi-disant « croissance économique » (environ 2%) est maigre et montre que le pays ne peut pas vivre uniquement du « marché extérieur », ni seulement des exportations, en contredisant la thèse économique fondamentale de ceux qui ont appuyé le coup d'état selon laquelle les gouvernements Lula et Dilma ont été les responsables de la crise brésilienne. Un pays spécialisé dans l'exportation de biens de consommation (céréales, fruits, viandes et autres produits de sa gigantesque agro-industrie), des matières premières et des produits de base se trouve vulnérable aux aléas de la gouvernance de son État, même si le gouvernement national est désireux de promouvoir la stabilité économique, sociale et politique. Bien sûr, cela n'a pas été la principale préoccupation du Président Temer, ni de son gouvernement. Sa préoccupation a été de promouvoir des alliances dans le processus en cours de réorganisation des centres de l'oligarchie financière « régionale » et transnationale, trouver une place pour son groupe politico-économique et des dividendes pour lui-même et constituer une structure capable de reprendre la croissance économique, c'est-à-dire les investissements au Brésil. C'est pour cela qu'il a essayé de passer toutes les lois capables d'augmenter les degrés d'exploitation des salariés, ainsi que les capacités de

transfert des fonds publics pour la reproduction des capitaux des grands capitalistes. Ainsi, il ne faut pas s'étonner si la population demande constamment comment il est possible que le plus grand exportateur de commodities du monde continue à vendre à son peuple à des prix de plus en plus élevés tous les aliments dont il a besoin, dont les produits de première nécessité.

Michel Temer, constatant que sa côte de popularité était très faible, a choisi comme ministre des finances le banquier Henrique Meirelles12 (il a aussi participé au Gouvernement de Lula et de celui de Dilma Rousseff) ancien responsable de l'autonomie de la Banque Centrale brésilienne. Peut-on trouver un cas similaire dans le monde ? L'autonomie de la Banque Centrale brésilienne constitue un véritable « sur gouvernement » ou gouvernement parallèle. Le choix de Temer qui a également désigné Henrique Meirelles pour le remplacer dans la course présidentielle, a provoqué d'importants conflits dans les rangs de son propre parti, le PMDB.

En même temps, il ne pouvait pas cacher que leur situation était très compliquée. Or ce choix est délicat car Meirelles ne dépasse pas les 1% dans les sondages d'opinions ! Sans doute est-ce parce que même la partie de la classe moyenne qui avait appuyé le soi-disant Impeachment de Dilma Rousseff ainsi que les gens plus modestes du peuple, avaient compris que les plans de Temer et de Meirelles de geler pour 20 ans les politiques publiques, ne favorisaient que les banques et les entreprises dont elles sont partenaires ! Ces projets sont associés aux centres oligarchiques internationaux et représentent un réalignement de leurs partenariats au niveau international.Il ne faut pas oublier que Meirelles a aussi été Directeur Général du Bank Boston. Le gouvernement Temer suivant ses conseils, a créé trois niveaux de « couche de la dette fiscale » pour les grandes entreprises en produisant une exonération fiscale de 78 milliards de reais, à côté d'un programme draconien de privatisation des entreprises d'État. Les réserves du Trésor (environ 650 milliards de reais) commencent à se diluer avec la hausse du dollar et de l'euro, et donc avec la dévaluation du real. Cela finit par favoriser les banques et les entreprises « brésiliennes » qui opèrent sur les marchés étrangers dans le cadre du système d'association de capital transnational.

Les attaques du Gouvernement Temer et son obstination à ne pas reculer devant l'aggravation de la crise économico-politique s'appliquent d'une manière encore plus audacieuse quand on analyse sa politique pour l'éducation nationale du supérieur. Les universités fédérales du Brésil, tout le programme de recherche en Sciences et Technologies et tous les efforts des derniers 40 ans dans le domaine des sciences, de la culture et de l'art sont condamnés à disparaître à cause des mesures qui ont été prises récemment. Comme un des aspects du noyau dur de sa politique, nous signalons celle dite du « plafond déclinant des dépenses publiques – EC 95/2016 » qui constitue, selon Roberto Leher13, une « loi qui n'est pas consentie par l'État » et qui viole la Constitution Fédérale de 1988. Selon lui « elle ne pourra pas être contrecarrée par des manœuvres de petites envergures qui rendraient possible le renversement de cette politique ».Dans un récent article paru au Jornal do Brasil, Leher nous rappelle que si le budget pour la CAPES (Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior) et pour le CNPQ (Conselho Nacional de Pesquisa) – qui sont les deux plus importantes institutions pour le financement du perfectionnement du personnel de l'enseignement et de la recherche supérieures au Brésil -, était en 2014 de 2,8 milliards, ce même budget ne dépasserait pas en 2019 les 800 millions de reais. Avec une telle politique et l'application de ladite coupure en 2019, 200 mille bourses seront supprimées, sans compter les milliers qui l'ont déjà été. Cette politique qui atteint particulièrement les universités fédérales et les universités publiques des états régionaux qui détiennent ensemble 98% de la recherche du pays, démantèlent les recherches en cours de route, mais aussi toute la formation des nouveaux chercheurs assurée par les cours de post-graduation de ces mêmes universités. Leher affirme encore qu'aucun pays ne peut survivre sans investissement public et citant d'autres chercheurs, il confirme le collapsus imminent du fonctionnement de l'État Fédéral lui-même. Les ressources en 2018 de 126 milliards de reais reculent à 70 milliards en 2020 . La fermeture de centres de recherches, mais aussi de facultés et

même d'universités – comme c'est presque le cas de l'Université de l'État du Rio de Janeiro , montrent une sorte d'aveuglement devant une possible nuit d'obscurantisme dans le pays. Dans un récent article paru au Jornal do Brasil, Leher nous rappelle que si le budget pour la CAPES (Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nivel Superior) et pour le CNPQ (Conselho Nacional de Pesquisa) – qui sont les deux plus importantes institutions pour le financement du perfectionnement du personnel de l'enseignement et de la recherche supérieures au Brésil -, était en 2014 de 2,8 milliards, ce même budget ne dépasserait pas en 2019 les 800 millions de reais. Avec une telle politique et l'application de ladite coupure en 2019, 200 mille bourses seront supprimées, sans compter les milliers qui l'ont déjà été. Cette politique qui atteint particulièrement les universités fédérales et les universités publiques des états régionaux qui détiennent ensemble 98% de la recherche du pays, démantèlent les recherches en cours de route, mais aussi toute la formation des nouveaux chercheurs assurée par les cours de post-graduation de ces mêmes universités. Leher affirme encore qu'aucun pays ne peut survivre sans investissement public et citant d'autres chercheurs, il confirme le collapsus imminent du fonctionnement de l'État Fédéral lui-même. Les ressources en 2018 de 126 milliards de reais reculent à 70 milliards en 202014 . La fermeture de centres de recherches, mais aussi de facultés et même d'universités – comme c'est presque le cas de l'Université de l'État du Rio de Janeiro15 , montrent une sorte d'aveuglement devant une possible nuit d'obscurantisme dans le pays.

Le prix de l'essence et le caractère de la grève des camionneurs et des ouvriers du pétrole

Parmi les nombreux mouvements de protestation contre les politiques du Gouvernement Temer, celui des camionneurs a sans doute été le plus important, pour la simple raison qu'il a paralysé profondément le pays à travers la paralysie des transports routiers qui a touché plus de 95% du transfert des marchandises y compris les produits alimentaires du pays. Aucun gouvernement n'a jamais investi dans l'utilisation de sa longue côte maritime (9000 kilomètres), ni la navigation fluviale qui couvre l'ensemble du pays, ni encore la construction de voies ferrées. Le programme stratégique du Gouvernement Lula et Dilma avait enregistré ce besoin comme prioritaire y compris comme forme d'élever les niveaux de vie de la population pauvre du Brésil. Lula et Dilma ont pris des initiatives dans ce domaine, par exemple, avec une licitation internationale pour les chemins de fer qui avait été gagnée par une entreprise espagnole.

En vérité le pays reste prisonnier d'un système de transport routier qui alimente l'industrie des camions lourds et qui contribue énormément à l'augmentation des prix sur le marché final de tous les produits agro-alimentaires et industriels et, par conséquence, les produits consommés par l'ensemble de la population du pays. Il faut ajouter à ces produits aussi bien le prix de l'essence consommée par les véhicules de tout le pays et très particulièrement des camions qui transportent l'essence elle-même et alimentent les pompes des postes éparpillés dans les points les plus lointains du pays. À cette grève qu'une partie de la gauche a dénoncée comme étant un lock-out comme celle qui a mis à bas le Gouvernement d'Allende en 1973 au Chili, s'est ajoutée une grève des travailleurs de la Petrobras qui n'en avait pas fait depuis longtemps. Les dirigeants du plus grand syndicat de la catégorie en Amérique Latine ont dénoncé cette grève comme n'étant pas pour une augmentation salariale de la catégorie mais une grève de solidarité avec les camionneurs et une grève politique contre le gouvernement. Michel Temer a été obligé de révoquer le Président de la Petrobras (Pedro Parente) ainsi que de baisser le prix du carburant utilisé pour l'ensemble des véhicules au Brésil. Le mouvement des syndicats de travailleurs du pétrole a dénoncé le fait que l'augmentation voulue par le gouvernement était due à l'achat de carburant des entreprises américaines de plus en plus cher et à la baisse de la production et du raffinement du pétrole brésilien imposé par la direction de la Petrobras.

Cette grève s'est achevée après dix jours, ne laissant aucun doute sur la crise politique, sociale et économique que traverse le pays. Les routiers employés des entreprises privées, mais aussi les

camionneurs autonomes qui représentent 80% des camions qui circulent au pays, ont participé à cette grève victorieuse. S'il y avait eu tentative de manipulation uniquement à des fins politiques, elle semblait submergée par une attitude de véritable contestation. La grève des pétroliers a contesté dans la pratique l'hypothèse de la classe ouvrière plus traditionnelle, considérée par certaines analyses comme totalement adaptée et « politiquement corrompue ». Elle nous oblige à utiliser autre thermomètre pour mesurer et qualifier la crise la plus profonde vécue dans le pays dans toute son histoire. Cette grève a montré, par conséquent, que ces secteurs ne seront pas immobilisés dans une situation de crise majeure.

Le caractère juridico-politique de l'emprisonnement de Lula et les forces politiques dans la conjoncture actuelle

À ce stade et dans cette conjoncture la plupart des observateurs signalent que l'Impeachment de Dilma Rousseff n'était qu'une étape dans le but d'emprisonner Lula. Pour essayer de résumer tout ce processus, l'arrestation de l'ancien président du Brésil Luis Ignacio Lula da Silva, a fini inévitablement par attirer beaucoup d'attention au Brésil et dans le monde. La position de l'ONU favorable à la candidature de Lula aux prochaines élections présidentielles 16est très significative. Dans ce contexte, il est possible d'avancer l'hypothèse du danger de ce qu'expérimente la domination oligarchique financière au Brésil. Jusqu'à aujourd'hui, les élites brésiliennes n'ont pas trouvé de candidat légitime, capable de combler le vide politique provoqué par l'Impeachment et le Coup d'État de 2016, qui puisse être un représentant plus direct de ses intérêts nouveaux et de ses réalignements. Geraldo Alckmin, est le candidat des élites plus instruites, du Réseaux Globo de Télévision et d'une bonne partie des juges et magistrats du système judiciaire. Ancien gouverneur de São Paulo (l'état le plus riche du pays et candidat à la présidence pour le Parti Social Démocrate do Brésil (PSDB), fondé par Fernando Henrique Cardoso ancien président du Brésil avant Lula), il ne dépasse pas les 5% d'intentions de vote. C'est un politicien de carrière mêlé à plusieurs scandales de corruption et poursuites judiciaires sans conséquences réelles à part celle de produire dans la tête d'une bonne partie de la population l'idée que « chez ces gens il n'y a pas d'étique et que leurs disputes se résument a une guerre de gang ».

En vérité, l'hypothèse selon laquelle Cardoso a été l'un des idéalisateurs du Coup d'État de 2016 a déjà convaincu une bonne partie de la population plus politisée. Cela s'est confirmé lorsqu'il a demandé le comptage des voix exprimées dans les dernières élections présidentielles, élections qui ont donné a Dilma Rousseff le droit d'exercer son deuxième mandat présidentiel avec 51,64 % des voix laissant derrière elle Aécio Neves, Président du PSDB à l'époque avec 48,36% des voix exprimées. L'ironie de l'histoire, c'est que le candidat du PSDB – connu selon plusieurs sources pour être cocaïnomane et « associé au trafic de la drogue », a fini par être pris dans une conversation téléphonique dans laquelle il négocie des « pots-de-vin » et menace de mort un de ses cousins. Aécio Neves et sa soeur font partie d'une élite brésilienne qui remonte à l'époque de la colonisation dans l'État de Minas Gerais. Aujourd'hui rejeter par ses électeurs, Aécio Neves « c'est un fantasme de soi-même »17. Ils ont appris avec leurs arrière-parents à manipuler les lois et à gagner de l'argent par tous les moyens qui ne sont pas différents de ceux des autres fractions du capital représentés par d'autres partis politiques. Les jeux d'intérêts, les trafic d'influences, la pratique des « pots-de-vin » etc., ont commencé en terres brésiliennes au début de la colonisation. La question alors est de savoir pourquoi ni Aécio Neves, ni sa soeur, ne sont pas en prison. Sa soeur a été emprisonnée pendant quelques jours puis de suite libérée. En revanche, Aécio Neves est resté sénateur même s'il y a contre lui des faits suffisamment compromettants.

Quant a Fernando Henrique Cardoso lui-même, la question est de savoir pourquoi lui – qui possède des investissements divers, plusieurs fazendas et des appartement hors du Brésil dont un de plus de 300 m2, avenue Foch à Paris près des Champs-Élysées -, n'a subit aucune poursuite quand tout le monde connaît les scandales18 liées à la privatisation d'entreprises de l'État telles l'historique Vale

do Rio Dôce, la Telebras, etc. Pendant le Gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (1995-2003), il y a eu les plus grandes privatisations de l'histoire du Brésil qui ont rendu soi-disant aux coffres publics 78,6 milliards de reais19, afin soi-disant d'empêcher l'aggravation de la dette public. Mais ceci n'a pas empêché l'augmentation de cette dette qui est passée de 269 milliards de dollars en 1996 à 881 milliards en 200220. La derrière perle FHC – comme il est appelé publiquement-, est apparue le 21 août dernier. Cardoso, après la prise de position de l'ONU par concernant le droit de Lula de pouvoir concourir aux élections, a tenté de démoraliser le fondateur du Parti des Travailleurs et Lula lui-même. Il n'affronte pas directement la décision de l'ONU, mais critique Lula et son discours sur ce que c'est a passé au Brésil depuis 2016. Lula dénonce dans le New York Times la « persécution de la droite pour qu'il ne puisse pas se présenter comme candidat aux élections présidentielles de 2018 ». La réponse de FHC publiée dans le journal Financial Times21, exige« plus de respect pour le Brésil » et explique que ce que se passe en ce moment dans ce pays est nécessaire pour un nouvelle ordre. Il dit encore que, contrairement a ce que dit Lula, l'impeachment de Dilma Rousseff n'a pas été un coup d'état mais un acte légitime contre qui a commit le crime de responsabilité . Alors, on peut se demander si Fernando Henrique Cardoso n'a pas commis lui aussi un« crime de responsabilité », c'est-à-dire, dépenser plus qu'il ne possédait dans ses mandats, chose que sûrement tous les présidents du Brésil ont « commis » et qui est pratique courante dans la majorité des pays. Le « crime de responsabilité » attribué à Dilma Rousseff « a consisté en des retards de paiements sur des contrats de services avec des institutions financières publiques et non pas des opérations de crédit » 22 . De plus, l'accusation faisait « référence à des actes réalisés en 2014 », et par conséquent, antérieurs à son mandat qui a débuté en 2015. Le Procureur Général de l'Union (qui a été aussi Ministre de la Justice de Dilma Rousseff et son avocat de défense), José Eduardo Cardozo, a rappelé pour sa défense que le Tribunal de Contas da União, c'est-à-dire de la Fédération, n'a pas considéré cette pratique comme irrégulière en référence à l'année 2015 lorsqu'il a modifié sa jurisprudence, mais par rapport à l'année précédente. Pour cela, il ne pouvait pas infliger une « punition rétroactive », compte tenu du fait qu'il ne l'a pas fait aux gouvernements précédents, c'est-à-dire, à tous les gouvernements de la République Nouvelle depuis la fin de la Dictature Militaire en 1986. Cardozo fait remarquer encore que « les six crédits supplémentaires ouverts dans le mandat précédent de Dilma n'ont pas modifié le plan financier pour 2015 ni la limite globale des dépenses pour le nouveau mandat23 ».

En ce qui concerne la droite et l'extrême droite, le député de l'extrême droite à l'Assemblée Nationale, Jair Bolsonaro, un ancien parachutiste, militaire de la réserve, développe un discours homophobe, autoritaire, défenseur du coup d'état de 1964 et de la torture. Il aurait réussi à atteindre le seuil de 30%, selon certains sondages d'intentions de vote et pas plus de 18% après le premier débat public, selon d'autres sondages. Il y a des secteurs du capital bancaire qui soutiennent que Bolsonaro ira au deuxième tour avec Lula ou Hadad. Quand on observe l'audience acquise par Bolsonaro, on se dit que l'histoire semble se répéter. Devant le vide politique et d'un projet capable de prendre en compte la majorité de la population, devant l'agitation et le mécontentement grandissant avec les risques sérieux de débordement, le discours autoritaire séduit, en plus des fascistes (qui pendant les années 1930 semblent avoir construit le Parti Intégraliste avec quelque chose comme 1 million d'adhérents), une partie de la population pas vraiment politisée, plus ou moins désespérée et qui voit dans ce discours un soi-disant ordre régulateur du progrès et de la résolution de ses problèmes immédiats. Bien sûr dans le cadre de cette élection présidentielle, il y a sans aucun doute un contenu de révolte anti-establishment. La politique au Brésil s'est transformée dans une certaine mesure en une lutte contre le système traditionnel de politiciens de carriéristes. C'est bien dans une partie moins politisée de la population que Bolsonaro trouve une partie de son audience.

Toutefois le Brésil n'est pas dans une situation égale à la situation allemande des années 1930 où le grand capital avait décidé d'appuyer Hitler devenu leader populiste d'extrême droite. Dans le cas

particulier du Brésil après Lula, les grands entrepreneurs et, surtout, les oligarques de la finance savent que le projet de Lula et du PT divergent dans leurs manières de traiter la pauvreté et les salariés qualifiés, ainsi que leur vision de la place qui devrait appartenir au Brésil dans la géopolitique mondiale. Mais choisir entre Lula (au sujet duquel il y a toute une histoire de gouvernement capable de composer et de concilier certains intérêts, comme, par exemple, maintenir le Brésil comme le paradis fiscal du capital) et l'imprévisibilité d'un personnage comme Bolsonaro, le choix est déjà fait. Le choix est aussi fait lorsque les agences de l'État américain font circuler des documents prouvant que le Général Ernesto Geisel (qui avait été considéré comme le promoteur de la transition démocratique au Brésil) avait recommandé l'utilisation de mesures extrêmes pour faire disparaître des opposants au régime de 1964. Bien sûr, cela est apparu quand les menaces de coup d'état militaire étaient présentes à nouveau dans la conjoncture brésilienne.

Il faut considérer alors toutes les contradictions présentes dans la conjoncture actuelle. L'arrestation de Lula a déclenché un mouvement qui ne fait que croître, de plus de 300 universitaires et juristes des grandes universités dans le monde et qui ont lancé un manifeste intitulé « Lula est un prisonnier politique. Lula Libre ! », soulignant sa condition de candidat à la présidentielle. Leurs arguments et leur importance acquise dans la conjoncture présente apportent des éclaircissements fondamentaux. Les signataires cherchent à apporter des informations sur le « caractère arbitraire du processus mené par le juge Sergio Moro » contre Lula et exhortent la communauté internationale à exiger sa libération immédiate. Ils soulignent que « les abus du pouvoir judiciaire contre Lula constituent une persécution politique à peine déguisée sous cape juridique » et que sa « détention blesse profondément la démocratie brésilienne ». Ladite Opération LAVA JATO (LAVAGE EXPRESS, du fait qu'elle a été une action juridico policière et que la police a par habitude de donner des noms à ses actions structurées) est caractérisée comme une « enquête sur les paiements illicites aux cadres de Petrobras et aux politiciens », dont certains se sont produits alors que Lula n'était plus président ». Ils insistent sur le fait qu '« il n'y a aucune preuve de sa participation dans l'acceptation des 'pots-de-vin' » et que pour la loi brésilienne « la corruption est une relation d'échange » et que pour condamner Lula pour corruption le Ministère Public et son « procureur auraient dû avoir prouvé qu'il avait participé frauduleusement aux autorisations publiques et qu'il avait reçu des biens ou des actifs en contrepartie de ces actes illicites ». Leur rapport a également souligné qu'en 2016, Lula a été accusé d'avoir reçu un appartement de l'OAS (une des plus grandes entreprises de construction civile brésiliennes), l'une des entreprises qui a passé des contrats avec la Petrobras et qui était impliquée dans les systèmes de corruption. Ils signalent encore que cependant, « il n'y a pas de conversation téléphonique enregistrée, pas de transactions bancaires qui pourraient servir de preuves, ni de transferts de fonds ou de titres de propriété » attestant que la propriété était à Lula qui n'a jamais « utilisé ou bénéficié de l'appartement », ce qui pourtant a fait l'objet de sa condamnation. Ces personnalités attirent l'attention sur l'aspect le plus étrange de cette affaire de l'appartement triplex : l'immeuble a été négocié « comme garantie par l'OAS dans la transaction de prêt à long terme, nonobstant le fait que Lula était accusé d'être son propriétaire » !

Il est très curieux que Sergio Moro ait « ignoré le manque de preuves incriminantes ». La condamnation qu'il a prononcée a été décidée sur la base d'une « collaboration informelle » (qui est différente de la figure juridique de la délation primée) de Leo Pinheiro, l'un des dirigeants de l'OAS. Pinheiro avait déjà été condamné à 26 ans de prison lorsqu'il a décidé de « collaborer » et d'impliquer Lula, affirmant que la propriété était « destinée » à Lula, une déclaration qui contredit 73 autres témoignages. La peine de Pinheiro, à son tour, a été réduite à trois ans et il a été placé en régime semi-ouvert comme rétribution pour les services qu'il a rendus.

Le rapport manifeste souligne également que « le ministère public n'a indiqué aucune action ou omission spécifique exécutée par Lula au profit de l'OAS ». Alors, la question pour les plus

sceptiques serait de savoir si Sergio Moro a condamné Lula pour avoir commis des « actes de corruption indéterminés » qui auraient profité à l'OAS. La réponse semble bien être oui. Pour les personnalités signataires, « cette catégorisation inverse la responsabilité de la charge de la preuve », figure juridique qui doit être supportée par celui ou par l'institution qui accuse ou veut condamner quelqu'un. Cette inversion produite par la Lava Jato introduit dans le droit public la règle selon laquelle il n'est pas nécessaire d'apporter des preuves directes si d'autres types de témoignages obligent l'accusé à prouver qu'il est innocent, procédure qui « n'existe tout simplement pas dans le système juridique brésilien ». Ainsi pour eux, dès lors que le cas de Lula n'a pas de lien avec les faits de corruption à la Petrobras, « il n'aurait pas dû être jugé par Moro ». Chose absolument inconnue, en effet, le magistrat a « choisi Lula comme accusé et a procédé comme « investigateur » ou agi en qualité d'enquêteur, de procureur et de juge.

Des juges internationaux de renom soutiennent qu'« une telle sentence, par les normes brésiliennes, n'a aucun fondement juridique et constitutionnel, puisqu'elle « fait référence à des actes indéterminés et ne résiste pas à un examen juridique logique et raisonnable ». En outre, les références aux « actes d'office » sont irréelles. La rédaction de l'accusation produit un récit qui commence en 2013, bien après le départ de Lula de sa fonction officielle de président de la République.

La communauté juridique internationale qui a signé le Manifeste pour Lula libre affirme également qu'il y a eu une véritable « guerre juridique contre Lula … pour que son procès reste sous la juridiction de Moro à tout prix. » De nombreuses situations étranges sont apparues après l'accusation, comme par exemple la tentative de conduite coercitive et la célérité du « jugement de l'appel contre la peine de Moro ». Le cas de Lula a été placé devant 257 autres affaires qui attendaient jugement dans la même instance juridique. Le rapporteur n'a mis que six jours pour compléter son analyse « étant donné alors que le processus comportait des milliers de pages et des heures de témoignages. » La cour a mis 196 jours pour juger l'appel quand, en moyenne, il faut 473 jours pour juger des affaires similaires. Selon la Constitution brésilienne, « personne ne sera tenu coupable tant qu'une condamnation définitive n'aura pas été prononcée. » La Constitution brésilienne insiste sur la figure juridique de la présomption d'innocence, alors que le nouveau modèle juridique appliqué par Sergio Moro - et des dizaines de jeunes avocats et juges ou magistrats qui travaillent avec lui en général, tous formés par les universités américaines -, insiste sur la présomption de culpabilité. Ce nouveau modèle fait alors le contraire : « tous sont coupables jusqu'à preuve du contraire ». Il y a maintenant une sorte de cynisme selon lequel « celui qui dénonce un criminel n'est pas un délateur. Il est un témoin ». La peine prononcée par Moro contre Lula peut toujours être examinée par les cours supérieures et par la Cour suprême fédérale, cette dernière étant la plus haute juridiction du pays pour les questions constitutionnelles. Mais le procès Habeas Corpus contre le STF leur a été refusé.

Face à de tels faits, si ignorant que soit le citoyen, il se pose la question : pourquoi un tel entêtement ? Une hypothèse est probable. En 2016, la forme qu'a pris l'Impeachment de Dilma Rousseff et du procès juridique de plusieurs de ses protagonistes, des ministres et conseillers est une nouvelle forme de lutte politique qui a été mise en place et qui n'a pas changé son essence motrice : la judiciarisation des gouvernements non alignés sur la géopolitique dominante tout à fait cohérente avec les néo-alignements des fractions de l'oligarchie financière internationale, dont celle du Brésil. La troisième voie est une forme de gouvernement tolérée lorsque les représentants plus directs du capital ne parviennent pas à assurer leurs représentations directes. Cela explique l'effondrement du populisme au Brésil dans les années 1960.

Les années 1970 semblaient avoir mis fin au populisme au Brésil. Lula et son gouvernement ont montré que ce n'était pas le cas. Leader charismatique qui avait terminé son deuxième mandat avec plus de 90% de sondages favorables, il voulait un développement du capitalisme capable de

s’harmoniser avec les politiques publiques de justice sociale. Lui et son gouvernement ont fait des choix d’alliances nationales et internationales qui, s’ils ne nient pas le système dans ses fondements, le mettaient en conflit économique et politique avec d’autres forces économique et sociales. Malgré son aspiration bonapartiste, il n’a pas réussi à franchir l’obstacle des classes dominantes qui à leurs tours - et a partir de leurs fractions plus ou moins associées au niveau international qui n’ont pas cessé de concourir entre elles-mêmes. Pour cela, malgré la reconnaissance mondiale de Lula comme le plus grand leadership de l’Amérique latine au cours des dernières décennies, les disputes entre les fractions du grand capital et leurs représentants au Brésil - celles qui ne se sentaient pas suffisamment représentées dans leurs intérêts par Lula -, ont refusé de supporter 20 ans de plus de gouvernement du Parti des Travailleurs, chose qui se serait produite s’il avait été réélu encore une fois en 2018 pour un nouveau mandat. Cela pourrait bien être le cas avec une victoire du PT aux présidentielles en 2018. Lula est un populiste par ses options bonapartistes et par son illusion bonapartiste qui lui a fait croire qu’il serait capable de convaincre toutes les élites dominantes et les oligarchies financières qu’il pourrait être la meilleure option pour leurs intérêts. Mais il est aussi populiste par la politique sociale qu’il a toujours voulu mettre en place de par son identification avec les masses, celle des masses populaires avec lui et de par son origine pauvre, lui qui a fui la sécheresse du Nord-est brésilien. Mais il n’est pas n’importe quel populiste. Il est le plus habile représentant d’une troisième voie que l’histoire du Brésil a produit après Getúlio Vargas. Il est un populiste de gauche ou de centre-gauche. Il soutient la possibilité d’une humanisation de l’ordre actuel à travers la construction d’un nouvel équilibre entre les forces politiques et économiques.

La conjoncture brésilienne actuelle est d’une complexité inattendue. Les forces politiques qui ont promu l’impeachment et le Coup d’État de 2016 et qui continuent à agir en vue d’exclure le « projet luliste » de la course à la présidence de la république, n’ont pas réussi à construire une figure politique à la hauteur de Lula. Au même temps, les adversaires de son « projet politique » l’ont envoyé en prison et l’y maintiennent, tout en sachant qu’il est du point de vue du contrôle politique de l’ordre institué, la meilleure solution pour régler la crise politico-sociale du Brésil actuelle. Alors, qu’on le veuille ou non, il s’agit du premier prisonnier politique de la jeune démocratie brésilienne. Malgré cela il continue d’être à la première place des intentions de vote pour la prochaine élection présidentielle avec plus de 40% selon certains sondages officiels. La crise continue de s’aggraver sans que les élites dominantes du pays puissent trouver une alternative aux prochaines élections présidentielles. Lula et Dilma ne préconisaient pas une politique différente, mais ont cherché le soutien du peuple grâce à des politiques publiques (Ma maison, ma vie, les quotas dans les universités, les allocations familiales, Plus médecins, etc.), tout en évitant d’affronter le capital (petit, moyen ou grand), encore moins le capital transnational. Tout au contraire, ils ont cherché à mettre en œuvre une croissance du Brésil avec moins de crise et une certaine redistribution des revenus. Le lulisme est ainsi la reproduction d’une troisième voie, semblable à ce que Vargas avait imaginé : un capitalisme avec profit, qui favorise les forces économiques et sociales du pays et qui soit capable d’augmenter le niveau de vie de la population.

Cependant, peut être l’élément le plus difficile à surmonter pour le « lulisme » est son ambition naturelle à jouer un rôle majeur dans ce scénario international. Il voulait utiliser le pétrole du pré-salé (parmi d’autres atouts de l’économie brésilienne) pour la construction d’une nouvelle géopolitique, pour un autre équilibre mondial. Si la première fonction la plus importante de tous les gouvernements du monde est d’assurer le profit comme la « règle d’or » du fonctionnement du capitalisme mondial, louanges chantées comme un mantra pour la croissance, égale à évolution, à progrès, à développement, etc…, la deuxième fonction la plus importante est de réduire l’impact de la crise sur les fractions du capital et sur la population en général. Néanmoins, les contradictions entre les intérêts oligarchiques financiers et la gestion d’un état national soucieux des besoins de sa population sont évidents quand nous pensons à quelques exemples, comme ceux des gouvernements Lula/Dilma. L’histoire montre toujours que l’argent du capital (de moins en moins capital et toujours

plus d’argent sans valeur réelle), produit des contradictions insurmontables au sein des élites puissantes difficiles à nommer personnellement. C’est bien pour cela que ces forces politiques et économiques contradictoires ont pesé dans la décision des secteurs importants des élites brésiliennes et celles des sociétés transnationales qui ont renversé Dilma. Au cours de l’histoire mondiale, jusqu’à aujourd’hui, l’intérêt des classes dominantes passe toujours devant l’intérêt général y compris celui de la souveraineté nationale. Une chose aussi est bien vraie : si jusqu’à aujourd’hui aucune société n’a réussi à organiser un système politique supérieur dans la pratique a ce de la « démocratie » dite représentative qui est en crise partout dans le monde. Il semble a un bon nombre politiciens de carrière bien intentionnés être possible de construire un équilibre économique basé sur la production (et dont le but reste le profit) et au même temps de harmoniser cela a une politique démocratique. La solution que l’histoire trouvera pour régler ce dilemme dépendra du degré de conscience que l’ensemble de la population planétaire sera capable d’atteindre dans son propre intérêt.